

Cellules Communistes Combattantes

Action contre la Direction supérieure de la logistique et des finances de la gendarmerie, 6 mai 1985

Ce matin du 6 mai 1985, les Cellules Communistes Combattantes ont attaqué la « Direction Supérieure de la Logistique et des Finances » de la Gendarmerie, sise rue Père Eudore Devroye 245, à Woluwe-St-Pierre. Tout le monde comprendra facilement le choix de cet objectif à travers la responsabilité de la Gendarmerie dans le décès des deux pompiers ce premier mai.

Le 1^{er} mai 1985, les Cellules Communistes Combattantes ont attaqué et détruit le siège des exploiters, la Fédération des Entreprises de Belgique, à Bruxelles. Lors de notre attaque, deux travailleurs du service public, deux pompiers de l'agglomération bruxelloise furent tués. Nous ne voulons pas passer ce fait dramatique sous silence et nous devons nous expliquer très précisément à ce propos. La mort de ces deux hommes nous choque profondément et soulève notre colère contre les responsables de la police et de la gendarmerie. Nous savons que l'émotion est vive parmi la population, c'est pourquoi nous proposons ce texte de clarification pour contrer l'odieuse récupération de ce drame par Gol et ses amis du CNAPD.

Nous avons choisi d'attaquer la FEB, le 1^{er} mai, parce que cette institution est bien comprise par l'ensemble des travailleurs et des travailleuses comme étant le repaire des exploiters, le centre où s'élabore la misère que nous vivons tous les jours. Frapper le cœur du patronat le Premier Mai, était rendre à la journée mondiale des opprimés sa valeur combative et prolétarienne, en s'opposant aux escrocs-centenaires des PS, PC... qui ont corrompu cette journée historique en un défilé de majorettes et quelques discours électoraux.

Cette attaque contre la FEB devait, au cours de la journée, être suivie d'autres interventions, plus mobilisatrices de masses, à partir de la dynamique offensive qu'elle devait créer.

Nous avons suspendu ces actions de masses, parce que nous pensons qu'il nous faut d'abord faire toute la clarté sur ce qui s'est passé rue des Sols ce Premier Mai à minuit trente et combattre l'écœurante campagne des politiciens bourgeois construite pour masquer l'inconséquence et la responsabilité des services de police et de gendarmerie dans ce drame.

Nous pensons que l'action du 1^{er} mai contre la FEB-VBO était très importante pour les Cellules Communistes Combattantes et la lutte révolutionnaire dans ce pays. Il fallait que cette action soit menée avec une grande correction, afin qu'un formidable pas politique soit réalisé à partir d'elle, et que le capital de sympathie et d'unification que nous étions en train de développer, se consolide, s'étende, pénètre encore plus profondément dans la classe laborieuse.

La mort de ces travailleurs du service public a brisé et réduit à néant toute la force de notre initiative, a occulté toute la justesse de l'attaque contre la FEB, a introduit le doute dans la conscience du corps social et la grande confiance qu'il portait à notre organisation.

Nous ne pouvons pas nier cela. Nous devons faire un grand travail pour reconquérir cette confiance perdue, et nous le ferons. Nous mènerons aussi avec l'autorité nécessaire une attaque contre la gendarmerie responsable de la mort de ces deux pompiers, et démontrerons, par notre pratique future, ce qu'est l'essence de la lutte des communistes : servir le peuple !

Nous avons organisé cette action du 1^{er} mai dans l'esprit qu'elle ne pouvait faire aucun blessé et aucun tué. Cela, simplement par le fait que quand nous déciderons d'exécuter un patron ou un militaire, ce choix sera fait en fonction de son rôle objectif. Si nous avons

décidé de tuer quelqu'un au siège de la FEB, nous aurions exécuté Pulinckx ou Leysen. La campagne policière développée dans les médias à propos de notre soi-disant « mépris de la vie humaine » est une falsification honteuse de nos écrits politiques: un patron et un prolétaire sont la nuit et le jour, le passé et l'avenir, notre haine des premiers n'a d'égal que notre devenir au sein des seconds.

Nous allons expliquer maintenant comment nous avons organisé et mené cette action. Cela démontrera où sont les responsabilités. Nous avons fait un long repérage de la rue des Sols, au bas de la rue Ravenstein. Cette rue en cul-de-sac est uniquement bordée de bureaux et d'administrations, c'est-à-dire absolument déserte pendant la nuit. Les seules personnes s'y trouvant sont des gardes et veilleurs de nuit dont il fallait assurer l'évacuation.

La fréquence du passage des patrouilles policières est très élevée dans ce quartier qui abrite de nombreuses représentations économiques de pays fascistes, nous avons calculé qu'une patrouille passait, en routine, toutes les 6 minutes en moyenne. Il faut aussi souligner que ce quartier est totalement dégagé de toute circulation durant la nuit, et qu'une intervention policière était possible en une ou deux minutes.

Nous avons alors estimé que nous pouvions placer un véhicule portant une charge destructrice avec un retard de quinze minutes devant le siège de la FEB. Ce délai et notre alerte immédiate, permettaient l'arrivée de la gendarmerie et l'évacuation des gardes et veilleurs. Ceux qui connaissent les capacités d'intervention de la gendarmerie savent que l'évacuation était possible et que personne n'aurait dû souffrir de la destruction de la FEB. C'est ainsi que nous avons agi, et pourtant les faits se sont déroulés autrement que selon notre volonté. Pourquoi ?

Nous devons nous critiquer. En premier lieu parce que nous n'avons pas gagné le pas politique que nous escomptions à partir de l'attaque du 1^{er} mai, et ensuite parce qu'il y a des raisons à cela. Dans toutes les actions que nous avons menées antérieurement, nous avons toujours compté sur nos propres forces, c'est-à-dire sur un rapport de forces où nous contrôlions toute l'opération d'un bout à l'autre. Et cette fois-ci, nous avons placé une confiance injustifiée dans les fonctionnements policiers. Nous avons remis une part de la responsabilité qui nous incombe aux services de gendarmerie et de police. Ceux-ci ont envoyé les pompiers à la mort. Voilà la critique que nous nous faisons et voilà l'erreur que nous ne reproduirons plus.

Comment les faits se sont-ils déroulés ? Ce que nous savons après avoir confronté nos informations et celles publiées dans l'édition du Soir du 3 mai est crédible: à minuit 14, notre Cellule place le véhicule et la charge destructrice devant le siège de la FEB, sur le trottoir et même légèrement dans l'entrée, les camarades en sortent et jettent autour du véhicule une centaine de tracts — largement reproduits dans la presse — annonçant les dangers de l'explosion; au même moment, toujours à minuit 14, un vigile du bâtiment faisant face, la CEE, appelle le 906 (central de police-secours) et signale notre intervention, la charge est réglée pour exploser à minuit trente très exactement; à minuit 15, les Cellules Communistes Combattantes préviennent le 901 (Central du district de la gendarmerie de Bruxelles) et annoncent l'action en cours contre la FEB avec toutes les informations nécessaires, lieu, heure de l'explosion etc., mais au lieu de s'occuper de la sécurité des vigiles, la gendarmerie envoie ses patrouilles pour tenter d'intercepter les camarades à partir du repérage de l'appel téléphonique.

À minuit 16, le gardien de la CEE rappelle le 906 et indique que notre véhicule prend feu. Alors qu'elle vient d'être mise au courant de notre appel au 901, la police de Bruxelles, via le 900, envoie les pompiers sur l'explosion, on peut lire aujourd'hui que la patrouille de police aurait été déroutée sur un appel douteux...

Ce matin, dans la presse, la police et la gendarmerie qui portent l'entière responsabilité de ce qui s'est passé, ergotent sur des questions de téléphone pour tenter de masquer cette vérité: la police et la gendarmerie ont envoyé les pompiers à la mort. C'est ce que nous avons dénoncé dès le 1^{er} mai à midi.

Nous avons choisi d'avertir en priorité la gendarmerie, car ce corps est un corps militaire et que nous estimons qu'un service public n'a rien à voir dans la lutte que nous menons contre la bourgeoisie. Les pompiers sont au service des populations et font un travail grandiose, ils n'ont aucun risque à prendre pour défendre le siège des exploiters.

Le 1er mai à midi, nous avons donc fait une première communication au sujet des événements de la nuit pour exprimer nos sincères regrets et notre colère quant aux décès et aux blessures survenus au cours de l'action. Nous allons reproduire ici cette communication car elle a été falsifiée dans les journaux.

Ce matin, les Cellules Communistes Combattantes ont attaqué et détruit le siège de la Fédération des Entreprises de Belgique, en plaçant une camionnette piégée rue des Sols. À la suite de notre attaque, deux pompiers ont été tués, d'autres blessés. Nous regrettons sincèrement ces décès, car il n'a jamais été dans nos intentions de blesser un seul travailleur; pourtant, il y a deux morts, il s'agit maintenant de définir qui en porte la lourde responsabilité.

La Cellule qui a mené l'opération de ce matin a garé la camionnette à 0h15 dans la rue des Sols. En quittant la camionnette, les camarades ont lancé une centaine de tracts portant la mention suivante: «DANGER, VOITURE PIÉGÉE, prévenez vos collègues et fuyez immédiatement sur la rue et au plus loin. Ne touchez surtout pas au véhicule». Ces tracts jonchaient la rue de part et d'autre de la camionnette, ils étaient rédigés dans les deux langues nationales.

Au même instant, très précisément à minuit quart, un camarade lançait l'alerte via le 901. Il annonçait le placement de la voiture piégée et exigeait impérativement l'évacuation de la rue des Sols et de la rue Ravenstein (cela fut répété deux fois!). Il précisait également que des vigiles se trouvaient dans les bâtiments voisins et que leur évacuation s'imposait d'urgence. Nous annoncions également l'heure de l'explosion: minuit trente. La police et la gendarmerie disposaient donc de quinze minutes pour prendre toutes les mesures nécessaires.

Dès que les flics sont arrivés sur place (c'est-à-dire très rapidement, puisqu'en moyenne une voiture de patrouille passe devant la rue des Sols toutes les 6 minutes) ils avaient tous les éléments pour se rendre compte du sérieux de l'alerte, l'appel téléphonique, la camionnette parkée sur le trottoir face à l'entrée de la FEB, les tracts frappés de notre étoile. Mais les flics ont préféré envoyer les pompiers voir ce qui se passait dans la camionnette.

*Voilà très exactement comment les choses se sont passées, et au regard de ces événements, nous nous rendons compte que les flics ont envoyé des pompiers à la mort en les laissant pénétrer dans la rue des Sols, alors qu'ils **connaissaient l'heure de l'explosion!** et qu'ils ont mis en cause la sécurité des passants et des automobilistes en n'évacuant pas les lieux avoisinants.*

Nous connaissons le mépris qu'ont les bourgeois pour les travailleurs, envoyer les pompiers — qui n'ont aucune qualification à ce sujet — sur un attentat pour ensuite exploiter «l'accident» soulève notre colère.

Il y a plusieurs leçons à tirer du drame de ce matin: premièrement, pour tenter de préserver les bâtiments de la FEB, les flics ont provoqué la mort de deux personnes; deuxièmement, au lieu de bloquer le quartier et prendre les mesures qui s'imposaient, les flics sont partis à la chasse aux cabines téléphoniques, espérant ainsi arrêter notre camarade; troisièmement, dès aujourd'hui, Gol et les flics sont venus pleurnicher hypocritement à la radio, et dans les jours à venir ils exploiteront les événements de ce matin pour nous calomnier et diffamer notre combat. Le mépris et le cynisme avec lesquels ils ont envoyé des pompiers sur notre attentat se révéleront dans l'exploitation politique qu'ils tenteront de tirer de ces morts.

Notre identité de communistes révolutionnaires induit que nous ayons le plus grand respect pour la vie des travailleurs, et cela guidera toujours notre combat. L'exploitation hypocrite par Gol et Cie du décès des pompiers ne pourra pas masquer la justesse et la qualité de notre action. Nous avons détruit le repaire des exploiters en ce 1er mai.

Cette communication, nous l'avons transmise au journal Le Soir et à la rédaction de l'information TV à 12h. Elle n'y est jamais arrivée, les flics l'ont saisie. Nous avons à nouveau appelé le JT vers 17h mais la police est encore intervenue. Voilà qui démontre la machination des Gol et GIA, cacher la vérité des faits et l'unique responsabilité policière. À ce propos, une question, la RTBF est-elle sur table d'écoute ou a-t-elle été placée sous la tutelle du ministère de l'intérieur ? Mais aujourd'hui la gendarmerie est obligée de reconnaître qu'elle a été informée et qu'elle n'a rien fait, la police de Bruxelles est obligée de reconnaître qu'étant au courant de l'appel au 901, elle n'a pas hésité à envoyer les pompiers rue des Sols.

Nous nous inclinons devant les victimes et respectons la peine de leur familles et camarades. Nous comprenons leur colère, mais nous leur demandons de réfléchir, au regard de ce que nous venons d'expliquer, contre qui elle doit se porter, c'est-à-dire ne pas suivre les manigances des Gol et des Galand contre la politique révolutionnaire et dénoncer les vrais coupables.

Le journal La Lanterne résume toute la responsabilité policière : « *Pourquoi n'ont-ils pas été prévenus du danger ?* », voilà la question qu'il faut poser et à laquelle il faut recevoir une réponse.

Dès notre action contre Litton, en octobre 1984, nous avons adressé une « mise en garde » au sujet de la sécurité lors des attaques révolutionnaires. Nous écrivions :

« Il est donc nécessaire, dans l'intérêt de tous, ET PARCE QUE CELA EST NOTRE VOLONTÉ POLITIQUE, de défendre les intérêts des populations dans la guerre de classe à travers sa pratique militaire. Cela veut ainsi dire faire connaître certaines mesures de sécurité, afin d'éviter les accidents et SURTOUT LA POSSIBILITÉ POUR LES FORCES DE POLICE D'ORGANISER CONSCIEMMENT UN MASSACRE qu'elles présenteraient, par la suite, comme étant le produit de notre "terrorisme fou", alors que c'est plutôt elles qui sont les piliers armés d'un ordre social dont le terrorisme n'est plus à démontrer au regard de l'histoire. »

Nous ne pensons pas que la responsabilité policière était préméditée le 1er mai, mais la récupération que feront Gol et les bourgeois du drame est déjà conforme à ce que nous dénonçons. Nous avons tous été révoltés par la jubilation à peine masquée qui perçait sous le masque hypocrite de ce ministre de la justice, sur l'infamie de ses propos mensongers, et nous ne l'oublierons jamais.

La 1^{ère} campagne anti-impérialiste des Cellules Communistes Combattantes a démontré la juste orientation et pratique prolétarienne de notre politique. L'attaque et la destruction de la FEB en est un exemple de continuité qui, d'une façon irrémédiable, devait dénoncer clairement les directions bourgeoises des partis et syndicats réformistes. Nous l'avons dit au début de cette lettre, les événements de cette nuit du 1er ne peuvent changer en rien la justesse de notre attaque, mais l'ont tragiquement rendue incompréhensible et inaccessible à l'ensemble de la population.

Les états-majors des flics, du gouvernement, des partis réformistes et révisionnistes, les traîtres syndicaux ont très vite compris cela, et ont directement planifié, par la falsification de la vérité, l'offensive politique contre nous.

Depuis l'apparition des Cellules au sein de la guerre des classes, en Octobre 1984, ces directions « socialiste », « communiste », syndicale, pacifiste, PTBiste, etc., sentant le sol trembler sous leurs trônes, n'ont jamais osé nous critiquer politiquement, c'est-à-dire critiquer politiquement notre ligne et notre pratique, parce qu'ils savent que nous les dénonçons comme d'authentiques kollaborateurs bourgeois, ce que tout le monde sait confusément.

Les réactions de tous ces bandits dirigeants ont oscillé, depuis octobre, entre le silence apeuré et l'élaboration de calomnies plus débiles que méprisables... parfois aussi aux louanges de la démocratie bourgeoise.

Mais depuis ces tragiques événements du 1^{er} mai — dont aujourd'hui les divers services policiers sont obligés de reconnaître que la responsabilité leur incombe —, l'hystérie s'est emparée de ces charognards qui, sans la moindre pudeur, s'acharnent sur la mort de deux travailleurs pour en brandir les dépouilles sous le nez des masses, et trafiquer la légitime colère des exploités en soutien à la dictature des exploités.

Ces procédés, plus ignobles qu'écœurants, sont dignes de leurs auteurs, et n'ont de sens que dans la mesure où ils sont couverts par les manipulations policières des faits, donc sont complètement associés à elles.

La conscience aussi tranquille que leurs arrières sont assurées par la rue de Louvain, les nécrophages des CNAPD et consorts appellent à manifester ce lundi. Que ceux qui, fort correctement, veulent exprimer leur colère face à la mort et aux blessures de travailleurs du service public nous écoutent et réfléchissent à ceci : ils ne sont pas appelés à manifester contre l'objet de leur ressentiment, mais en soutien aux crimes de la gendarmerie, à Martens 5, à Gol et à Galand, pour dénoncer la politique révolutionnaire communiste.

Tous les PS, PC, Ecolo... auxquels l'intelligence tactique du Front de la Jeunesse et des PRL/PVV sera sans doute de ne pas se mêler pour conserver l'étiquette de « gauche », marcheront ouvertement pour le soutien aux exploités bourgeois et leur système de crises et de guerres, contre les intérêts historiques de la classe ouvrière.

La dernière des choses que nous voulons dire pour terminer cette clarification est d'appeler les travailleurs et les travailleuses de ce pays à réfléchir à la politique des Cellules Communistes Combattantes et à ne pas se laisser entraîner par l'intoxication des médias des exploités. Les populations doivent continuer à accorder leur confiance aux révolutionnaires dont la pratique est guidée par ce principe : **LES ACTIONS DE LA GUÉRILLA RÉVOLUTIONNAIRE NE SONT JAMAIS DIRIGÉES CONTRE LE PEUPLE, MAIS TOUJOURS CONTRE LES ENNEMIS DU PEUPLE, LES EXPLOITEURS BOURGEOIS ET LEUR ALLIÉS.**

Cellules Communistes Combattantes
pour la Construction de l'Organisation Combattante des Prolétaires